

Plus de 2 400 victimes recensées en quatre mois

Les enfants algériens toujours mal protégés contre la violence

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5389 - Mardi 1^{er} juin 2021 - Prix : 10 DA

En attendant l'arrivée de 3 millions de doses en juillet

L'Algérie a reçu hier 500 000 doses du vaccin chinois Sinovac

Page 2

Campagne électorale

Les chefs de partis expliquent les enjeux et «les dangers»

Page 3

Législatives du 12 juin : nationalistes vs islamistes (7 et fin)

Par Mohamed Habili

Dans une autre atmosphère que celle qui règne aujourd'hui, on saurait avec un faible risque de se tromper par quoi se solderait, quant à l'essentiel tout au moins, la consultation du 12 juin. Dans les conditions normales de pression et de température, pourrait-on dire, la majorité des sièges reviendrait aux partis et aux indépendants nationalistes, et la minorité aux islamistes dans leur pluralité, toutefois avec une prédominance de l'un d'eux, le MSP. Comme dans ce cas la majorité serait issue de la même famille politique que le président de la République, ce dernier appellerait une personnalité de son choix à former le gouvernement. La Constitution a tenu à spécifier que cette personnalité porterait alors le titre de Premier ministre, non d'ailleurs sans une bonne raison. Si par contre la majorité élue venait d'un autre horizon politique, forcément islamiste dans cette hypothèse, la personnalité désignée pour former et diriger l'exécutif serait appelée chef de gouvernement. Cette distinction pourrait sembler superflue. Elle le serait en effet dans un régime politique où la cohabitation à la tête de l'Etat serait tout à fait improbable. Elle se justifie en revanche dans une phase de transition où les deux courants politiques majeurs pourraient être amenés à partager le pouvoir exécutif.

Suite en page 3

Mahyaoui évoque la reprise des vols prévue aujourd'hui

L'allègement des mesures de prévention n'est pas écarté



«Une commission spécialisée, composée des ministères de l'Intérieur, de la Santé, des Transports et du Tourisme, se réunit chaque jour pour la réussite de l'opération de réouverture des frontières aériennes qui débute mardi», a indiqué, hier, P' Mahyaoui, membre du Comité scientifique chargé du suivi et de l'évolution de la pandémie de coronavirus en Algérie. Page 2

Pas moins de 3 000 cas en Algérie par an

80 % des cas de cancer du poumon dus au tabagisme

Page 2

Tichy/ Béjaïa

Un deuxième noyé à la plage de Baccaro

Page 16

Mahyaoui évoque la reprise des vols prévue aujourd'hui

L'allègement des mesures de prévention n'est pas écarté

■ «Une commission spécialisée, composée des ministères de l'Intérieur, de la Santé, des Transports et du Tourisme, se réunit chaque jour pour la réussite de l'opération de réouverture des frontières aériennes qui débute mardi», a indiqué, hier, P^r Mahyaoui, membre du Comité scientifique chargé du suivi et de l'évolution de la pandémie de coronavirus en Algérie.

Par Thinhinene Khouchi

La reprise des vols décidée par le gouvernement débute aujourd'hui. En effet, après plus de 14 mois de fermeture, il est enfin possible de voyager et de rentrer au pays. Pour Riad Mahyaoui, membre du Comité scientifique chargé du suivi et de l'évolution de la pandémie de

Covid-19 en Algérie, qui s'est exprimé, hier, sur les ondes de la radio locale de Sétif, «une commission spécialisée, composée des ministères de l'Intérieur, de la Santé, des Transports et du Tourisme, se réunit chaque jour pour la réussite de l'opération de réouverture des frontières qui débute ce mardi (aujourd'hui)».

Évoquant la colère de la communauté algérienne à l'étranger suite à l'annonce, le 24 mai dernier, par les services du Premier ministre, des mesures et conditions relatives à la réouverture des frontières aériennes, Mahyaoui a indiqué que «nous comprenons la situation de la communauté algérienne», ajoutant : «Nous leur demandons plus de patience et de coopération, car le protocole mis en place est nécessaire pour les protéger ainsi que leurs familles, et nous sommes obligés de l'appliquer à des fins préventives».

A ce propos, le P^r Mahyaoui a indiqué qu'il est fort possible que nous revoyions les mesures que nous avons mises en place après l'ouverture des frontières, si nous constatons que les choses vont mieux». Il a également souligné que tout le monde, sans exception, est tenu d'appliquer le protocole, y compris ceux qui ont reçu le vaccin à deux doses. En outre, l'intervenant a assuré que la situation épidémiologique est relativement stable dans les différentes wilayas du pays, entre 200 et 300 cas de contamination par jour, sans compter les cas traités en dehors des hôpitaux. «Nous avons enregistré la contamination de 636 personnes par les



Ph/D. R.

nouveaux variants». Il a jugé ce bilan «effrayant», d'autant que le nombre de contaminations augmente rapidement. «Ces chiffres nous ont incité à imposer un contrôle rigoureux au niveau de l'aéroport pour les personnes venant de l'étranger, notamment d'Asie, par crainte qu'ils soient porteurs des variants», a-t-il ajouté. Par ailleurs, concernant le protocole sanitaire concernant les examens officiels de fin d'année, P^r Mahyaoui a indiqué qu'il a été mis en place avec le ministère de l'Éducation. «Nous avons examiné toutes les lacunes de l'année dernière et sommes prêts à passer les examens dans de bonnes conditions», a-t-il expliqué. Enfin, abordant la campagne de vaccination, P^r Mahyaoui a indiqué qu'elle se poursuit, rappelant que depuis janvier «nous avons reçu 1,4 million de doses, et ce nombre dou-

blera en juin». «Depuis le début de la vaccination, nous n'avons enregistré aucun décès ni complication dangereuse pour les personnes vaccinées», a-t-il souligné, précisant qu'il n'y a pas besoin d'avoir peur de la maladie du champignon noir, car «nous n'avons enregistré aucun cas». Il est à rappeler que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, le 30 mai 2021, une réunion

périodique du Conseil des ministres, lors de laquelle il a évoqué le dossier de la réouverture partielle des frontières et ordonné l'exemption des étudiants algériens et des personnes âgées à faible revenu, de retour dans leur pays, de payer les frais d'hébergement liés au confinement, et la réduction des frais de confinement de 20 % pour les Algériens désireux de rentrer au pays. T. K.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 288 nouveaux cas et 7 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 7 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit deux cas de plus qu'hier (5), portant à 3 472 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une légère hausse, avec 288 cas, soit 19 cas de plus par rapport au bilan d'hier (269), pour atteindre, au total, 129 013 cas confirmés.

R. N.

Pas moins de 3 000 cas en Algérie par an

80 % des cas de cancer du poumon dus au tabagisme

Le tabagisme est la cause de 80 % des cas de cancer du poumon en Algérie, a indiqué, hier, le Professeur Abdelbasset Keffi, chef de service pneumologie à l'hôpital de Rouiba, Alger, citant la cigarette mais aussi la chicha.

Les chiffres sont inquiétants. En Algérie, près de 3 000 nouveaux cas de cancer du poumon sont enregistrés annuellement. L'une des plus dangereuses formes du cancer en Algérie et dans le monde.

Le tabagisme reste le premier pollueur des poumons et la principale cause de cette pathologie mortelle. Il est devenu une épidémie en pleine expansion en Algérie. «80 % des cancers du poumon sont provoqués par le tabac», a relevé le Professeur Keffi sur les ondes de Radio Sétif, à l'occasion de la Journée

mondiale sans tabac. Il a expliqué que «ces cancers mortels ne présentent aucun symptôme et seulement moins de 20 % de patients survivent après la chirurgie, mais ne vivent pas plus de cinq ans». Il a ajouté que «300 000 citoyens sont infectés par des maladies respiratoires, dont 16 % sont des fumeurs», précisant que «la cigarette contient 7 000 produits chimiques, dont 70 cancérigènes».

Le Professeur Keffi a relevé que «le pourcentage de fumeurs en Algérie, selon la dernière étude du ministère de la Santé et de l'Organisation mondiale de la santé, a atteint 16,5 %, dont un tiers sont des hommes et 0,4 % de femmes. Quant aux accros à la chicha, leur nombre est estimé à 4 %». Dans le même contexte, le Professeur Abdelbasset Keffi a indiqué que

le pourcentage des fumeurs en Algérie a connu une baisse, en raison de l'augmentation des prix de la cigarette et grâce à l'intensification des campagnes de sensibilisation. Mais «le recul du pourcentage des fumeurs reste tout de même insignifiant», a-t-il indiqué.

C'est pourquoi, le chef de service de pneumologie qui a mis en exergue l'intérêt de la prévention, a appelé le gouvernement à renforcer les moyens de lutte antitabac et à prendre des mesures urgentes, telles que l'augmentation des prix du paquet de cigarettes et à l'application des lois interdisant de fumer, notamment dans les lieux publics. Le Professeur a mis en garde également contre les dangers de la chicha, devenue de nos jours un phénomène de société très dangereux. Selon

lui, les accros à la chicha sont menacés, après quelques années de dépendance, de cancer de l'estomac, cancer du système urinaire, de maladie cardiaque, d'impuissance sexuelle et de vieillesse. Par ailleurs, lors de son intervention, l'intervenant a révélé également que «les études effectuées cette année confirment que 60 % des Algériens ont tenté d'arrêter de fumer à travers 54 centres spécialisés de traitement et d'accompagnement des toxicomanes». Le cancer du poumon est une maladie mortelle et la prévention est plus que recommandée, car elle peut sauver des milliers de vies humaines. Et la meilleure prévention contre le cancer du poumon reste, en premier lieu, la lutte contre le tabagisme.

Louisa Ait Ramdane

En attendant l'arrivée de 3 millions de doses en juillet
L'Algérie a reçu hier 500 000 doses du vaccin chinois Sinovac

L'Algérie a reçu hier un nouveau quota de 500 000 doses du vaccin chinois Sinovac, a indiqué une responsable du ministère de la Santé, annonçant l'arrivée de près de 3 millions de doses durant le mois de juillet prochain.

«L'Algérie recevra, aujourd'hui (lundi), 500 000 doses du vaccin Sinovac. D'autres arrivages sont attendus en juillet avec la réception d'une autre quantité de 3 types de vaccins, en l'occurrence le chinois, le russe et l'AstraZeneca», a indiqué la directrice générale de la Pharmacie au ministère de la Santé, M^{me} Ouahiba Hadjoudj, en marge de la cérémonie de célébration de la Journée mondiale antitabac.

Elle a affirmé que l'Algérie recevra de plus en plus de vaccins durant les mois à venir. «On réceptionnera, d'ici la fin juin, 5,5 millions de doses. Un autre quota conséquent sera reçu pour juillet, août et septembre, pour être approvisionné régulièrement au fil des mois jusqu'à arriver à l'objectif que nous nous sommes assignés à la fin de l'année en cours».

Concernant l'allocation du mécanisme onusien Covax, elle a expliqué que c'est un programme d'allocation qui est fait au début de chaque trimestre.

«Nous sommes en train de recevoir les 364 800 et les 758 400 doses du vaccin AstraZeneca, un programme qui a débuté en avril pour couvrir les mois d'avril, mai et juin», a-t-elle expliqué.

«Nous attendons en juin un autre quota de 758 400 doses, ce qui portera notre réception via le mécanisme Covax à plus de 1 880 000 doses», a-t-elle estimé, relevant qu'il s'agit de l'allocation prévue pour l'Algérie pour avril, mai et juin».

R. N.

Plus de 2 400 victimes recensées en quatre mois

Les enfants algériens toujours mal protégés contre la violence

■ À l'instar des autres pays, l'Algérie célèbre aujourd'hui la Journée internationale de l'enfant qui vise à attirer plus d'attention sur leur protection, leur éducation et leur bien-être.

Par Meriem Benchaoua

Malgré tous les efforts fournis, que ce soit par le gouvernement ou par la société civile, l'Algérie n'a toujours pas réussi à assurer aux enfants une protection efficace contre les différentes formes de maltraitance et de violence psychologiques, physiques et sexuelles dont ils sont victimes à la maison, à l'école et dans la rue. On frappe, on rabaisse, on exploite, pire encore, on agresse. Violence physique, sexuelle ou psychologique... les atteintes aux droits de l'enfant se banalisent et perdurent. En Algérie, le phénomène de la maltraitance à l'égard des enfants s'accroît de plus en plus, et ne cesse de prendre de l'ampleur, n'épargnant aucune frange de notre société. Aujourd'hui, la situation est particulièrement alarmante et les enfants payent un lourd tribut. Entre tabou et déni, la difficulté est de déceler qu'un enfant est maltraité et faire un signalement en cas de suspicion de mauvais traitement. La lutte passe à travers la promotion du droit à la protection et une sensibilisation du public quant aux effets néfastes de ce fléau, sans oublier l'importance de dénoncer et d'en parler aussi bien en tant que victime qu'en tant que témoin. En seulement quatre mois, plus de 2 400 enfants ont été victimes de violences, selon la responsable du Bureau de protection des personnes vulnérables à la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), la commissaire de police Yasmine Khouas. Les services de la Sécurité nationale ont enregistré au cours des quatre premiers mois de 2021, un total de «2 453 enfants victimes de différentes formes de violences, dont 1 035 cas de coups et blessures volontaires», a précisé la responsable lors d'une conférence organisée au Forum de la Sécurité nationale, à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance. Elle a ajouté que «871 d'entre eux ont 14-15 ans, 397 sont âgés entre 10 et 13 ans et 333 ont moins de 10 ans». A cette occasion, la Déléguée nationale pour la protection et la promotion de l'enfance, Meriem Cherfi, a évoqué les politiques et les programmes mis en place



par les pouvoirs publics pour la protection et la promotion de l'enfance. Rappelant les missions de l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (Onppe) qu'elle préside, M^{me} Cherfi a précisé que cet organe, créé en vertu de la loi 15-12 du 15 juillet 2015 relative à la protection de l'enfant, contribuait à la coordination des efforts entre les différents intervenants dans le domaine de l'enfance via une commission permanente englobant des représentants de plusieurs secteurs et instances concernés et de la société civile. La Déléguée nationale a, par ailleurs, souligné l'importance du numéro vert 11-11 mis en place par l'Onppe pour le signalement de toute atteinte aux droits de l'enfant

ainsi que de la cellule d'écoute en charge de l'examen des signalements au niveau de l'organe. Pour sa part, le président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche, Mustapha Khiati, a appelé à la mise en place d'un programme national destiné à la prise en charge de la petite enfance (moins de 5 ans) dans différents domaines, en vue de la promotion de cette catégorie de la société, rappelant l'importance de cette étape de la vie dans le développement de la personnalité de l'individu. M. Khiati a également appelé à la mise en place d'une loi englobant les différents textes juridiques relatifs à l'enfance.

M. B.

Campagne électorale

Les chefs de partis expliquent les enjeux et «les dangers»

Les chefs de partis engagés dans la campagne électorale pour les prochaines législatives sont nombreux à évoquer les enjeux à venir et les dangers qui guettent le pays. Le SG du RND, Tayeb Zitouni, a affirmé hier, dans un meeting à Tlemcen, que la classe politique devait s'unir pour préserver l'unité nationale et œuvrer pour la sauvegarde de la stabilité du pays, «un facteur déterminant pour la relance économique». L'orateur a rappelé que la stabilité pour laquelle œuvrent le RND et toutes les forces nationalistes du pays «permettra de relancer le développement national et l'économie», assurant que «la stabilité pourra attirer les investissements, sachant que l'Algérie dispose de tous les atouts nécessaires qui lui permettent de construire une grande économie». De son côté, le président du MSP, Abderrezak Makri, a indiqué à Constantine que sa formation politique est «favorable au principe de l'alliance et du partenariat au service

du pays et refuse toute forme de paternalisme ou de monopole exercé dans la gestion des affaires de l'Etat». L'Algérie se trouve dans une «situation dangereuse», a considéré M. Makri, affirmant que «le MSP ne cherche pas à juger les autres, mais œuvre plutôt à asseoir des réformes politiques et économiques» et pour atteindre cet objectif, dit-il, «il faut garantir des élections propres et transparentes». Le SG du FLN, Abou El Fadhl Baadji, a pour sa part affirmé, dans une déclaration à la presse au siège de la Mouhafada du parti d'Annaba, que les militants de sa formation politique sont appelés à l'occasion des prochaines élections législatives à «se mobiliser en vue du renforcement de la place pionnière du courant nationaliste». Il a estimé que les législatives du 12 juin sont «un rendez-vous important pour le parachèvement de l'édification des institutions». Le même responsable a mis l'accent sur la nécessité, pour l'ensemble des militants du

parti, de «resserrer les rangs en vue de permettre au FLN de préserver sa place pionnière et de faire entendre la voix du courant nationaliste». Baadji a également appelé à la nécessité de «s'unir autour du parti, afin de faire face à toutes les tentatives ciblant le FLN». Le président du Front El-Moustakbal, Abdelaziz Belaïd, a qualifié depuis Boumerdes les prochaines élections d'«importantes et sans précédent», plaidant pour «un élan populaire» le jour du scrutin en guise d'accomplissement du devoir électoral. Lamine Osmani, président du parti Sawt Echaab, a ajouté, de son côté, que «l'ère de la fraude et l'argent sale est révolue», assurant que «le changement passe par les urnes en ignorant les appels à la division». Le SG du parti Ennahda, Yazid Benaïcha, a appelé, à Ain Defla, à une participation massive aux élections législatives, observant que ce rendez-vous est à même de constituer le précurseur des réformes politiques du pays,

«condition sine qua non de son développement». «La crise économique, sociale et sanitaire ainsi que la situation sécuritaire, constituant, entre autres, les facteurs nous ayant incité à prendre part aux prochaines élections législatives», a-t-il dit, estimant que l'heure doit être à la «mobilisation» et au «surpassement». De son côté, le président du mouvement El Islah, Filali Ghouiini, a affirmé à Skikda que sa formation politique «poursuivra la lutte pour relancer le projet de loi criminalisant le colonialisme, dans le but de contraindre la partie française à reconnaître officiellement ses crimes coloniaux en Algérie». Pour sa part, le président par intérim du PLJ, Djamel Ben Ziadi, a indiqué que les prochaines législatives «constituent une opportunité pour le peuple algérien d'opérer le vrai changement et bâtir l'Algérie nouvelle». Alors que le président du Front du militantisme national (FMN), Abdallah Haddad, a appelé à Constantine les citoyens à «surmonter le

LA QUESTION DU JOUR

Législatives du 12 juin : nationalistes vs islamistes (7 et fin)

Suite de la page une

Ce n'est donc qu'à la proclamation des résultats que l'on saurait dans quelle situation le pays se trouverait, celle d'une cohabitation ou non. Pour autant, la probabilité la plus forte est que le chef de l'Etat aura à désigner un Premier ministre, c'est-à-dire quelqu'un de la même famille politique que lui. Il a été dit précédemment pourquoi ce scénario a le plus de chance d'advenir. On ne peut exclure pour autant qu'il soit au bout du compte démenti par le choix des électeurs. Dans le cas d'une majorité islamiste, ce sera la première fois que le pouvoir cesse d'être concentré dans les mains du président, pour être partagé entre lui et le représentant d'une autre famille politique que la sienne. C'est précisément dans une situation de cet ordre que se trouve actuellement la Tunisie, à ceci près que le chef du gouvernement actuel n'est même pas le chef de la majorité parlementaire, mais plutôt son otage. Toujours est-il que la Tunisie est manifestement dans l'impasse. Si elle a du mal à en sortir, c'est parce que son président ne dispose pas du pouvoir de dissolution. Son homologue algérien si. Si la cohabitation se passe mal, ce à quoi il faut le plus s'attendre, lui pourra dissoudre. Le pays n'en sera pas moins dans la crise dès ce moment. Laissons de côté pour l'heure la question de la nature précise de cette crise. Elle sera de toute façon grave si de nouvelles législatives sont organisées et qu'elles débouchent sur une deuxième victoire des islamistes. Nous n'en sommes pas là. D'ailleurs en plus de la cohabitation et de son contraire, il existe une troisième possibilité : celle dans laquelle ni les nationalistes ni les islamistes ne détiennent la majorité et ne peuvent par conséquent former un gouvernement idéologiquement et politiquement homogène. Un gouvernement de coalition, sinon d'union nationale, pourrait alors être envisagé. Ce ne serait plus dans ce scénario une cohabitation à la tête de l'exécutif seulement, mais également à l'APN. Avec un gouvernement de cette nature, le président pourrait ne pas avoir à partager le pouvoir comme dans le cas d'une cohabitation. Ce ne serait cependant qu'en apparence, car bon gré mal gré, il serait amené, triste métier, à n'envisager que les décisions les plus à même d'être approuvées par deux camps peu faits pour s'entendre. Probablement cela non plus ne marchera pas.

M. H.

désintéressé à l'égard de la politique pour concrétiser le changement voulu lors des prochaines élections législatives».

Aomar Fekrache

Fin de cycle primaire

La Gendarmerie nationale met en place un plan spécial pour sécuriser l'examen

■ Le commandement de la Gendarmerie nationale a pris une série de mesures pour la sécurisation des établissements scolaires, au niveau national, lors des épreuves de l'examen de fin de cycle primaire prévu demain, a indiqué, lundi, un communiqué des services de la GN.

Par Hamid B.

«**C**es mesures prévoient la mise en place de formations fixes et mobiles, l'intensification des patrouilles de contrôle et l'implication des formations aériennes en vue de faciliter le trafic routier, notamment au niveau des axes menant aux centres d'examen», précise la même source.

Les équipes de protection des mineurs accompagneront les candidats au niveau des accès aux centres d'examen, d'autant que ce dernier se déroulera dans une conjoncture sanitaire exceptionnelle due à la pandémie de coronavirus (Covid-19), d'où la nécessité de poursuivre l'application du protocole sanitaire décidé par les pouvoirs publics, ajoute la GN. Le commandement de la GN met à la disposition des citoyens

le numéro vert 10-55 (secours) et la page Facebook «Tariki» pour toute information ainsi que le site de pré-plaintes <http://ppgn.mdn.dz>, rappelle la même source.

La Protection civile aussi met en place un dispositif de prévention et de sécurisation

La Protection civile a annoncé, lundi dans un communiqué, la mise en place d'un dispositif de prévention et de sécurisation en prévision des examens scolaires de fin d'année 2020-2021 (fin de cycle primaire, Brevet d'enseignement moyen et baccalauréat).

Dans le cadre de ce dispositif, les services techniques de prévention de la Direction générale de la Protection civile ont effectué, à cet effet, «plusieurs visites

au niveau de l'ensemble des établissements scolaires et centres d'examen, désignés pour accueillir les épreuves», précise le communiqué.

L'objectif de ces visites consiste à «veiller à la conformité aux normes de sécurité ainsi que les mesures préventives liées à la pandémie de coronavirus (Covid-19) et de garantir la protection des élèves et du personnel enseignant».

Les unités de la Protection civile ont effectué, dans ce cadre, «plusieurs opérations de désinfection à travers 19 206 centres d'examen désignés pour accueillir les élèves, dont 13 341 du cycle primaire (5^e), 2 513 du cycle moyen (BEM) et 3 352 du cycle secondaire (Bac), ainsi que 217 centres désignés pour le processus de correction», souligne la même source.

En plus des visites, «un dispo-



Ph.D. R.

sitif opérationnel sera mis en place, composé de 39 596 agents d'intervention, tous grades et fonctions confondus, dont 20 225 pour le cycle primaire, 9 451 pour le cycle moyen et 9 920 pour les examens du cycle secondaire».

Le dispositif, qui comprend

«2 390 ambulances et 1 648 engins d'incendie, sera mis en place, et dont le déploiement sera appelé à prendre en charge l'ensemble des préoccupations liées à la sécurité des élèves et du personnel d'encadrement», ajoute le communiqué.

H. B.

Transition énergétique

Appel à une réflexion sur l'apport du potentiel du nucléaire

La nécessité de mettre en place «rapidement» un groupe de réflexion sur la meilleure stratégie à mettre en œuvre relative à l'apport du potentiel du nucléaire dans le modèle énergétique de l'Algérie, a été soulignée par le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems Eddine Chitour et le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Les deux ministres ont insisté lors de leur participation, jeudi, à une réunion de travail au siège du Commissariat à l'énergie atomique d'Alger (Comena), sur la nécessité de mettre en place rapidement un groupe de réflexion sur la meilleure

stratégie à mettre en œuvre, qui tiendrait compte des impératifs de la transition énergétique et écologique, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables.

Tout en confortant l'intervention de M. Arkab relative aux capacités effectives et reconnues du Comena, M. Chitour a tenu à rappeler les aspects les plus importants de la situation énergétique du pays, de la très forte dépendance de l'ensemble de l'économie algérienne aux énergies fossiles et l'absence de solution énergétique absolue.

«Ceci implique un changement pro-

fond de tout le secteur énergétique, de sa production à sa consommation en passant par l'infrastructure», a-t-il tenu à souligner.

Aussi, il a indiqué qu'il s'agit désormais d'avoir recours à une plus grande diversité de sources énergétiques propres qui se complètent, pour répondre à la demande énergétique en forte croissance.

Dans ce sens, M. Chitour a relevé que le potentiel du nucléaire, compte tenu de son intensité énergétique, la possibilité de pilotage de sa production et la modularité de sa capacité de production et ses possibilités variées de cogénération

(chauffage, hydrogène, désalinisation, électricité), mais aussi à travers ses intérêts technologiques, géopolitiques ainsi que sa valeur écologique (ressource bas carbone), est une solution «complémentaire» pouvant accompagner la transition énergétique. Cela «du moins, jusqu'à la mise en place de solutions de stockage viables devant régler la problématique de l'intermittence des énergies renouvelables».

Toutefois, il a indiqué que le nucléaire nécessite une forte implication gouvernementale et une stratégie à moyen et long terme pour son lancement.

Kamel L.

Oran

«B'nat El Kheir», un centre dédié à l'accompagnement des enfants en difficulté

Le centre «B'nat El Kheir» ou «BLK» (filles bienfaitantes) ouvert à Oran et comptant une dizaine de professionnelles de la santé physique et mentale, est un établissement dédié aux enfants souffrant de divers troubles, issus de familles démunies, qui faute de moyens, peinent à satisfaire les besoins pressants de leur progéniture.

Des enfants issus de familles démunies et souffrant de divers troubles comme l'autisme, l'hyperactivité, les troubles de l'apprentissage, la dépression, le handicap et autres, trouvent au centre «BLK», implanté à Haï Es-Sabah, à l'est d'Oran, toute l'attention et le suivi nécessaires, apportés par des équipes pluridisciplinaires qualifiées, composées d'une psychologue, d'une pédiatre, d'une pédopsychiatre et une coach de vie spécialisée dans la parentalité positive.

«Avant de se constituer en association, tout récemment agréée, B'nat El Kheir était composé d'un groupe de femmes actives sur les réseaux sociaux,

autour d'actions caritatives», a expliqué sa présidente, Amel Mediène, ajoutant que «pour créer ce centre pour enfants, nous avons dû nous organiser en association afin de travailler de manière réglementaire».

Comblent les besoins psychologiques, une priorité

Offrir aux enfants démunis des aides matérielles, comme des vêtements, des fournitures scolaires, de la nourriture, «est une bonne chose», mais B'nat El Kheir veut aller plus loin et combler tous les besoins de ces enfants.

«Ces familles ont besoin de services de santé, d'accompagnement, de suivi psychologique et de coaching, choses qu'elles ne peuvent avoir chez des spécialistes privés faute de moyens», explique Amel Mediène.

Rencontré au centre, Amina, maman de Louaï, 12 ans et souffrant d'une scoliose sévère, une

maladie très rare touchant un enfant sur un milliard et qui engage son pronostic vital, a confié à l'APS le parcours de son enfant diagnostiqué à l'âge de 3 mois. «Ce sont 12 années de souffrance et de combat acharné, sans le moindre appui», déplore-t-elle.

La colonne vertébrale du petit Louaï tourne de manière très sévère et sa cage thoracique risque d'écraser ses poumons. Les médecins étaient unanimes : il n'y a rien à faire pour cet enfant, à part le laisser vivre le peu de temps qui lui reste. La sentence est tombée comme un couperet sur cette maman.

Après avoir fait le tour des établissements de santé, Amina a un dernier espoir de trouver au centre «BLK Enfance» le soutien, dont son fils et elle ont besoin.

La pédiatre Souad Ouzani suit l'évolution de la maladie du garçon, alors que la psychologue Ibtissam Dehan l'accompagne pour mieux vivre cette

situation tellement douloureuse. L'enfant, conscient d'être condamné, a du mal à supporter le regard de la société, de plus en plus pesant.

La maman bénéficie, quant à elle, d'un accompagnement du coach de vie, Madjda Chekkal, qui l'aide à mieux gérer sa relation avec son fils et sa maladie.

Les frais de prise en charge... hors de portée

Les spécialistes estiment qu'une famille peut être qualifiée de démunie lorsque ses revenus ne suffisent pas à couvrir l'ensemble de ses besoins essentiels. La charge d'un enfant malade peut faire basculer une famille ayant des revenus moyens dans la catégorie des démunis.

Amina est l'exemple concret de cette situation. Avec son mari salarié, elle peine à couvrir les frais des soins de son fils malade. Les consultations, les traitements, les séances de rééducation et de natation ont un coût

dépassant les moyens de cette famille. «Un seul salaire ne suffit plus», constate-t-elle avec amertume. L'équipe «BLK Enfance», à la base dédiée à l'accompagnement des familles à revenu faible, s'est vue dans l'obligation d'élargir son éventail et ouvrir les portes à celles gagnant tout juste le SMIG.

La crise économique et la cherté de la vie en cette période de pandémie de Covid-19 ont fait que le nombre de ménages n'arrivant pas à accéder aux soins augmentent de plus en plus. Les associations comme «BLK» tentent d'apporter l'aide espérée selon les moyens disponibles. Depuis l'ouverture de cet espace en avril dernier, de dizaines de médecins de différentes spécialités, aussi bien des établissements publics que privés, ont fait part de leur volonté de rejoindre le réseau pour constituer une véritable chaîne d'entraide, de solidarité et de soutien aux enfants en difficulté et à leurs familles.

Ahlem B.

Pétrole

Le Brent en hausse à près de 69,5 dollars

■ Les prix du pétrole commencent la semaine en hausse hier, les investisseurs s'attendant à ce que les membres de l'Opep+ maintiennent inchangée leur politique de hausse progressive de la production d'or noir à l'issue de leur sommet prévu aujourd'hui.



Ph.D. R.

Par Samia Y.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août, dont c'est le premier jour d'utilisa-

tion comme contrat de référence, valait 69,46 dollars à Londres, est en hausse de 1,08 % par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet s'ap-

préciait de 1,12 % à 67,06 dollars. Les marchés sont préoccupés cette semaine par le sommet de l'Opep+ qui réunit aujourd'hui les treize membres de l'Organisation des pays

exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix alliés, emmenés par l'Arabie saoudite et la Russie, respectivement troisième et deuxième producteurs mondiaux de brut. A l'ordre du jour : l'évaluation de la politique de hausse par palier pendant trois mois de la production d'or noir qui a réellement commencé ce mois-ci ainsi que son éventuel prolongement à compter du mois d'août. L'alliance de producteurs «est susceptible de s'en tenir au rythme actuel décidé lors d'un précédent sommet en avril», estime Avtar Sandu, analyste, un avis largement partagé sur le marché. Si les perspectives pour la demande d'or noir notamment en Europe et aux Etats-Unis sont plutôt bonnes et encourageraient les producteurs à ouvrir davantage les vannes, le groupe doit veiller au niveau de l'offre iranienne à même de revenir sur le marché à moyen terme.

L'Iran est en effet engagé dans des négociations indirectes avec les Etats-Unis à Vienne, par l'entremise des Européens, afin de ressusciter un accord encadrant son programme nucléaire.

Si les pourparlers aboutissent, la levée d'un certain

nombre de sanctions économiques, dont l'embargo sur le pétrole en vigueur depuis 2018, ouvrirait la porte à une hausse de la production de près de 1,5 million de barils par jour, si l'on compare le niveau actuel de Téhéran à celui d'il y a trois ans. S. Y.

Monnaies

L'euro commence la semaine stable face au dollar

L'EURO était proche de l'équilibre hier face au dollar, dans une séance qui s'annonce calme du fait d'un jour férié au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. L'euro était quasi inchangé face au billet vert, à 1,2193 dollar. Le billet vert reste en souffrance face à la monnaie unique européenne, perdant près de 1,5 % sur le mois de mai et touchant mardi dernier un plus bas depuis début janvier. L'indice PCE publié vendredi par le département du Commerce est pourtant venu donner un léger mais éphémère coup de fouet à la devise américaine, en montrant que les prix avaient connu leur plus forte hausse annuelle depuis 2007 aux Etats-Unis en grimpant de 3,6 % le mois dernier. Cette donnée est particulièrement suivie par le marché car elle sert de référence à la Réserve fédérale pour évaluer le rythme de l'inflation et, éventuellement, infléchir sa politique monétaire. «Le marché a mieux défini ses perspectives d'inflation américaine, dans la mesure où il considère que les niveaux d'inflation actuels sont transitoires», explique Ulrich Leuchtmann, analyste. Le yen restait toujours sous pression face à l'euro, atteignant en cours de séance asiatique un plus bas depuis février 2018 à 134,09 yens pour un euro. La monnaie japonaise souffre de son statut de valeur refuge dans un marché qui favorise les actifs à risque, mais également par la prolongation de l'état d'urgence, alors que le gouvernement est critiqué pour la lenteur de son programme de vaccination. «Le volume des échanges devrait rester extrêmement faible lundi (hier, ndlr)», a par ailleurs signalé l'analyste Naeem Aslam. En cause, des cambistes britanniques et américains éloignés de leurs consoles en raison d'un jour férié aux Etats-Unis (Memorial Day) et au Royaume-Uni (Spring Bank Holiday).

R. E.

«Builtec 2021»

Ouverture de la 1^{re} édition à Constantine

Au total, 50 exposants du secteur du Bâtiment, venus de plusieurs wilayas du pays, participent au 1^{er} Salon national des constructions modernes et des nouvelles technologies «Builtec 2021», ouvert dimanche à Constantine.

Cette manifestation économique, ouverte en présence des autorités locales, a regroupé les plus grandes entreprises nationales du secteur du Bâtiment et des Travaux publics, dont des promoteurs immobiliers, des experts en construction, des opérateurs de l'aménagement urbain, des entreprises de l'industrie métallique, électricité et

énergies renouvelables ainsi que des opérateurs en menuiserie mixte (bois et aluminium), verrerie, plomberie, peinture et décors. Selon Salhi Mohamed Seif Eddine, directeur de l'entreprise Media Smart, initiatrice du salon, cette première édition est «une expérience ambitieuse qui vise à créer une plateforme d'échange d'expériences, des techniques et des technologies appliquées au bâtiment et dans les travaux publics, en vue d'améliorer la qualité des constructions et des ouvrages divers», ajoutant que l'objectif de Media Smart est de donner à la prochaine édition une dimen-

sion internationale.

De son côté, le wali de Constantine, Ahmed Abdelhafidh Saci, a affirmé que les autorités locales encouragent ces initiatives qui présentent les technologies modernes utilisées dans la construction et les travaux publics, de sorte à offrir plus de confort et de sécurité pour le citoyen, dont les énergies renouvelables et les matériaux «amis de l'environnement», proposés à des prix compétitifs. Saluant l'initiative qui propose des opportunités multiples de partenariat avec des opérateurs du bâtiment et des travaux publics, des respon-

sables de la société Granu-Est, filiale du Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica), participant à ce salon, ont fait part à l'occasion de leur intention de «créer à Constantine une usine de production des divers types de ciment». Cette édition du Salon Builtec 2021, qui se poursuit jusqu'au 2 juin, comprend également la présentation à la salle Ibn Badis de l'hôtel Marriott de Constantine, de communications sur les évolutions du domaine de la construction ainsi que l'organisation virtuelle d'un séminaire sur les marchés publics.

Farid M.

Zone euro

La croissance des crédits aux entreprises poursuit son ralentissement

La croissance des crédits accordés par les banques de la zone euro aux entreprises a poursuivi son ralentissement en avril, tandis qu'elle a de nouveau accéléré côté ménages, face aux perspectives de réouverture de l'économie, a indiqué, hier, la Banque centrale européenne (BCE).

Les prêts aux entreprises industrielles et commerciales, ajustés de certaines opérations strictement financières, ont progressé de 3,2 % en avril, après +5,3 % en mars et +7 % en février. De leur côté, les crédits accordés aux ménages ont

gagné en dynamisme, grimpant de 3,8 % en avril après 3,3 % en mars, tandis que certains pays de la zone euro avaient déjà entamé un déconfinement ou annonçaient vouloir le faire, comme en France.

Globalement, les prêts au secteur privé affichent une progression de 3,2 %, contre 3,6 % en mars, dans un contexte de taux restant historiquement bas.

L'augmentation de la masse monétaire M3, qui a connu une envolée spectaculaire de 5 % à plus en 12 % en 2020, a décliné à 9,2 %, alors que les aides publiques déclenchées l'an der-

nier face à la première vague de la pandémie de Covid-19 se normalisent.

L'agrégat M3 est utilisé par la BCE comme indicateur avancé de l'inflation, en comprenant les espèces en circulation, les crédits à plus de 2 ans et les dépôts des ménages et des entreprises.

Fabio Panetta, membre du directoire de la BCE, a récemment soutenu dans un entretien au quotidien japonais «Nikkei» que «seule une hausse durable de la pression inflationniste pourrait justifier une réduction des rachats d'actifs de l'institut», alors que la poussée de fièvre des prix

à la consommation est jugée «temporaire».

Cela suggère que lors de sa réunion de politique monétaire prévue le 10 juin, la BCE va décider de continuer à acheter de la dette sur le marché à un rythme «nettement plus élevé» au troisième trimestre, comme elle l'a fait depuis mars pour parer à la hausse non désirée des taux obligataires.

Une telle hausse risquerait par ricochet de renchérir le coût du crédit pour les entreprises et ménages et donc de freiner la reprise.

Nabila T.

Tabagisme

Extension significative de l'expérience des cafés non-fumeurs à Ain Touta

■ L'expérience des cafés non-fumeurs dans la ville d'Ain Touta (35 km de Batna) s'est étendue de manière significative en suscitant l'engouement des consommateurs, a-t-on constaté lors d'une tournée effectuée dans cette commune.

Par Amel B./APS

D'un seul café «interdit» aux fumeurs ouvert en 2009, cette ville en compte aujourd'hui plus de huit répartis à travers les quartiers de la ville, réputée pour ses athlètes, notamment les handballeurs. Le visiteur non-fumeur qui se rend à Ain Touta, troisième plus grande agglomération de la wilaya de Batna en termes de population, trouvera aisément un lieu pour siroter calmement un café sans avoir à humer des nuages de fumée de cigarettes.

Paradoxalement, il devient difficile pour les fumeurs de trouver un café autorisant les cigarettes, du fait que plusieurs cafetiers les ont interdites. Parmi les propriétaires de cafés, Salim Benaldjia, Ali Ouenassi et El Wardi Delenda ont affirmé avoir interdit le tabac dans leurs commerces par «conviction» à cause de sa «nocivité pour l'être humain et par souci de préserver la propreté de

leurs lieux de travail».

De son côté, le jeune sportif Mohamed Gouaref assure que le csafé qu'il gère, situé en plein centre-ville, est destiné aux non-fumeurs en quête d'un lieu sain pour prendre une tasse de café, affirmant qu'un grand nombre de sportifs sont ainsi devenus de fidèles clients en plus d'autres buveurs de café de tout âge, appréciant aussi une atmosphère dénuée de fumée.

Approchés par l'APS, les propriétaires de ces cafés non-fumeurs ont été également unanimes à souligner qu'ils reçoivent beaucoup de clients dont le nombre augmente jour après jour, ajoutant que si l'idée de créer des espaces non-fumeurs paraissait au début saugrenue, elle a fini par susciter «l'engouement et l'encouragement des citoyens».

Une initiative courageuse et singulière

Bien que le premier café non-fumeur, ouvert par El Hadj Kamel Brakta, ait fermé ses portes depuis quelques années, «faute de travailleurs assidus», a-t-il déclaré à l'APS, les habitants de la ville d'Ain Touta et les habitués de ce type de lieux assurent que son initiative a été «courageuse» et a fini par donner à la ville une certaine «singularité» suite au succès commercial de ces lieux qui ont été ouverts depuis. Depuis l'initiat-



ve de Hadj Brakta, ces lieux se sont multipliés à travers la ville, attirant des clients en compagnie de leurs jeunes enfants, a souligné Mekhlouf Chinar, fonctionnaire au niveau de la commune et qui a confié que ces cafés sont aussi «fréquentés par des fumeurs en période de sevrage».

De son côté, Hicham Arezki, journaliste à Radio Batna et originaire d'Ain Touta, considère que «cette belle initiative de M. Brakta a suscité l'engouement des citoyens avant que d'autres cafetiers ne lui emboîtent le pas dans cette ville désormais célèbre à travers l'Est du pays, et même tout le pays, pour ses cafés non-fumeurs».

L'importance de ces cafés, a-t-il dit, se reflète notamment pendant la retransmission des matches de la sélection natio-

nale et des championnats d'Europe en accueillant les fans de foot non-fumeurs, lesquels évitaient auparavant les cafés qui se remplissaient de fumeurs. Saluant cette prise de conscience des cafetiers qui se sont ainsi impliqués à leur manière dans la lutte contre le tabagisme et surtout le tabagisme passif, le président de l'APC d'Ain Touta, Rabah Yahiaoui, a relevé à l'APS le caractère positif de cette initiative sur la société en s'étendant ainsi à travers la ville. Médecin généraliste, ce même édile a porté également l'accent sur la «dangerosité de ce fléau qui doit être fermement combattu, surtout qu'il a été établi scientifiquement que 90 % des causes du cancer du poumon sont liés au tabac».

À l'origine de cette initiative, Kamel Brakta, ancien athlète et

cadre à la retraite, a indiqué que l'idée lui est venue lorsqu'un cafetier, durant une journée d'hiver marquée par un temps froid et pluvieux, lui avait interdit d'ouvrir la porte pour laisser entrer un peu d'air pur.

M. Brakta se dit, par ailleurs, satisfait de voir que les non-fumeurs fréquentent de multiples cafés, où la cigarette est désormais interdite, notamment après la fermeture du sien.

En déambulant dans la ville d'Ain Touta qui s'est distinguée par cette initiative, le visiteur constate que celle-ci est devenue un «modèle» pour les non-fumeurs, au regard de la prolifération des espaces qui leur sont réservés. Des habitués de ces cafés ont d'ailleurs émis le vœu que l'initiative se généralise aux autres wilayas du pays.

A. B./APS

Don du sang Près de 15 000 candidats depuis janvier à Tizi-Ouzou

Un total de 14 792 candidats au don du sang a été enregistré par le centre de transfusion sanguine du CHU Nedir-Mohamed de Tizi-Ouzou durant les 4 premiers mois de l'année en cours, a rapporté un communiqué de cette structure sanitaire. Cette affluence, d'une moyenne de 3 698 donneurs mensuellement, présage, d'ores et déjà, le dépassement du nombre enregistré durant l'année écoulée et qui était de 34 402 candidats, est-il relevé. S'agissant des 31 974 candidats retenus en 2020, 1 246 étaient des donneurs réguliers, 5 701 occasionnels, et 25 027 s'étaient manifestés en contrepartie pour une collecte totale de 74 562 poches, entre concentré de globules rouges, concentré plaquettaire standard, concentré de plaquettes apherèses et plasma frais congelé. Une quantité qui a été répartie au profit des différentes structures sanitaires de la wilaya, CHU, établissements de la périphérie, publics et privés, et même de celles de certaines wilayas limitrophes, notamment la wilaya de Bouira. Par ailleurs, le centre a également effectué, au niveau de son unité de qualification biologique, pas moins de 159 870 tests de sérologie (HIV, HBV, HCV, SYPH, et PALU) en 2020, contre 70 170 durant les 4 mois écoulés de l'année en cours, est-il souligné de même source.

R. S.

Ghardaïa

Lancement des travaux de restauration des monuments funéraires et religieux

Plusieurs actions de réhabilitation et de restauration d'édifices funéraires et religieux menaçant ruine dans la vallée du M'Zab (site classé patrimoine universel) et Métilili ont été entreprises récemment, a-t-on appris, hier, auprès de la direction de la culture et des arts de la wilaya de Ghardaïa. Initiées dans le cadre d'un programme du ministère de la Culture et des Arts, ces actions visent à encourager la restauration du patrimoine par les actions de volontariat et de formation soutenue du mouvement associatif local spécialisé dans le domaine. Ces actions touchent principalement les cimetières de Baba Aïssa Oulawan et Baba Oudjema, le mausolée de Ammi Moussa l'un des premiers fondateurs du Ksar de Ghardaïa l'an 1100, la mosquée Ammi Saïd et le minaret de la mosquée El-Atthik du Ksar de Métilili, a précisé Mohamed Alouani, architecte des monuments culturels et responsable du projet à la

Direction de la culture. Elles ont été précédées par une étude exhaustive et minutieuse faite par des experts en matière de restauration du patrimoine culturel et architectural, conformément à la loi sur le patrimoine du 04/98, et vise à redonner à ces trésors culturels leur valeur d'antan et faire en sorte qu'ils contribuent au développement économique local, notamment dans le domaine du tourisme et de l'artisanat, a indiqué le chef du projet.

La réalisation des travaux de restauration des monuments funéraires et historiques situés dans la vallée du M'zab, confiée à une association «Aouzlan M'zab» de Ghardaïa, tandis que le projet de restauration du minaret de la mosquée du Ksar de Métilili a été attribué à l'association «El-Ithraa» (enrichissement) du patrimoine culturel et architectural de Métilili, sera suivi par la Direction de la culture et l'Office de la protection de la vallée du M'zab (Opvm), a fait

savoir M. Alouani. Les membres des deux associations chargées de la restauration de ces monuments historiques bénéficieront d'une formation «gratuite» dans le cadre de la convention entre les ministères de la Culture et de la Formation professionnelle, sous la conduite des architectes de l'Opvm, a précisé le chef du projet. La réhabilitation et la valorisation du patrimoine de la région, affecté par la décrépidité et la dégradation, seront réalisées dans le cadre normatif de restauration du patrimoine bâti et de l'évolution des techniques de restauration, a rassuré le responsable du suivi de ces projets.

La vallée du M'zab, qui compte quatre communes (Ghardaïa, Bounoura, El-Atteuf et Daya Ben-Dahoua), regorge de potentialités patrimoniales et architecturales d'importance nationale et universelle. Source d'inspiration pour de nombreux architectes mondiaux, le M'zab constitue un véritable joyau architectural et

culturel avec ses ksour (villes fortresses) et ses murailles datant de 10 siècles. Ce haut lieu d'architecture traditionnelle connaît une dégradation à cause des vicissitudes du temps, de la cruauté des intempéries et des effets de l'Homme, constituant une préoccupation majeure des instances nationales et internationales dans le but de le sauver et de le réhabiliter. Avec sa diversité exceptionnelle de sites et de monuments historiques, la région de Ghardaïa compte faire de ces projets de réhabilitation des points forts de sa stratégie de développement. La préservation et la valorisation du patrimoine historique de la wilaya, riche de son identité plurielle aux multiples affluents, vise à promouvoir l'attractivité et les potentialités touristiques de Ghardaïa et ses environs et à renforcer son positionnement à l'échelle internationale en drainant les flux de visiteurs nationaux et étrangers.

Farid Y.

Festival international du court métrage d'Annaba

La clôture ce soir en mode présentiel

■ La clôture de la treizième édition du Festival international du court métrage Digital Gate sera organisée ce soir en mode présentiel, à la cinématèque de la ville de Annaba, annoncent les organisateurs sur leur plateforme numérique. En effet, tous les moyens humains et matériels pour organiser cet événement sont mis en place afin d'accueillir le public dans le strict respect des mesures de prévention contre la pandémie de Covid-19, selon la même source.

Par Adéla S.

Cet événement cinématographique s'adresse aux Annabais et à tous les amoureux du septième art, afin de suivre la cérémonie de clôture au cours de laquelle l'identité des lauréats sera révélée lors de la session de mai. Cette dernière a vu la participation de 60 films de 26 pays, dont 8 y ont participé pour la première fois. Il s'agit du Chili, de la Russie, de la Belgique, de l'Allemagne, du Pérou, de la Norvège, de l'Irlande et de la Malaisie.

Le comité de sélection international a sélectionné 22 films afin de concourir pour des prix. L'Algérie a participé avec 3 films, mais un seul a été sélectionné. L'occasion sera donnée pour mieux faire connaître ce festival, lancé en mai 2020. À noter à propos de Festival de films virtuels à domicile qui a eu lieu en avril 2020, que des partenariats inter-

nationaux ont été signés. Les objectifs futurs seront également abordés lors de cette cérémonie.

Le public s'est familiarisé également avec le comité d'organisation du festival, qui est, rappelons-le, composé du chef du comité d'organisation et du fondateur du festival Dalil Belkhouder, Hind Bejaoui, en charge de la coordination financière et administrative générale. Sulaiman Rafas est en charge de la communication et des médias, Qushabia Muhammad de la gestion technique, Karmadi Shams al-Din de l'accueil et de la logistique, Diaa al-Din Hesham des ateliers techniques, et Burbay 'Abd al-Razzaq est en charge des affaires juridiques. Le jury international, quant à lui, présidé par M. Abu Shuaib Al-Masoudi du Maroc, est composé de M. Marwan Trabelsi de Tunisie et de M. Noureddine Rabah d'Algérie. Quant au comité de sélection international, il est présidé par la réalisatrice Yasmine Chouikh et se compose de M. Muhammad bin Salman Al-Kindi du Sultanat d'Oman, M. Habib Bawi Sajid d'Iran, M. Tariq Shaker d'Iraq, M^{me} Salma Elnour du Soudan, M. Alaa Nasr d'Égypte, M^{me} Jehan Ismail de Tunisie, M. Mohamed Mujahid du Maroc, M. Thomas Grand de France et Alexandra Karam du Liban.

A. S.



Patrimoine

Lancement des fouilles sur le site Metirchou à Khenchela

Des fouilles ont été lancées samedi sur le site archéologique de Metirchou dans la commune d'Ain Touila (wilaya de Khenchela), a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale de la culture et des arts.

Une commission composée de docteurs et de chercheurs du Centre national de recherche en archéologie (Cnra) a entamé l'opération de fouilles sur ce site archéologique, découvert fin février dernier dans le village Metirchou, dans la commune d'Ain Touila, a précisé la même

source.

La Direction de la culture et des arts de Khenchela, en coordination avec l'Assemblée populaire communale (APC) d'Ain Touila, a mobilisé tous les moyens humains et matériels pour réussir cette opération de fouilles, entamée à proximité de la chambre funéraire qui remonterait à l'époque romaine, découverte récemment par un habitant du village Metirchou, a-t-on indiqué.

Au cours du premier jour des fouilles archéologiques, a-t-on indiqué, des fragments de pote-

rie ont été découverts à proximité de la chambre funéraire du site de Metirchou, susceptibles de faire partie de récipients en poterie utilisés lors des cérémonies funéraires.

Les membres de la commission dépêchée par le Centre national de recherche en archéologie, ont affirmé les responsables à la Direction de la culture et des arts de la wilaya de Khenchela, poursuivent leurs fouilles archéologiques sur le site de Metirchou, dans la commune de Ain Touila, afin de déterminer la nature des ves-

tiges, mener des recherches dans les meilleurs délais, assurer la protection de l'endroit et étudier son éventuel classement en tant que site archéologique.

Il est à souligner que le lancement des fouilles archéologiques sur le site de Metirchou est intervenu après la phase de constat qui a suivi la visite de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, le 10 mars dernier sur les lieux, où elle s'est engagée à envoyer une délégation ministérielle spécialisée pour explorer le site.

M. K.

Dernier livre de Abderrahmane Khelifa

«La Qal'a des Béni Hammad» présenté aux lecteurs

Dans son dernier ouvrage «La qal'a des Béni Hammad, reine du Hodna, de l'Aurès et des Ziban», l'historien et archéologue Abderrahmane Khelifa revient sur l'histoire des Hammadites et met en avant les vestiges historiques et archéologiques de la région du Hodna, des Aurès et des Ziban, à différentes périodes.

Ce beau-livre publié récemment aux éditions Anep, aborde en 246 pages l'un des «centres de gravité historique» de l'Algérie et met en avant le degré de civilisation d'un territoire où ont été posés les fondements du Maghreb central.

L'ouvrage revient sur l'histoire et la géographie de ce territoire et de la Qal'a des Béni Hammad,

classée au patrimoine mondial de l'Unesco en 1980, et sur les différentes périodes d'occupation, particulièrement sur la période Hammadite depuis Hammad Ibn Bologguine Ibn Ziri, fondateur de la Qal'a en 1007, jusqu'à la résistance à l'occupation française, en passant par la période ottomane.

Avec de nombreuses photos de découvertes archéologiques en appui, Abderrahmane Khelifa reconstitue l'évolution des religions et croyances dans cette région et les itinéraires commerciaux.

L'ouvrage offre également une vue d'ensemble des différentes villes ayant prospéré dans la région, à l'instar de Achir, Mila, (antique Milev), Souk Ahras (antique Thagaste), Djemila

(Cuicul), Msila, Khenchela, N'gaous, Magra ou encore Tobna, avec des focus particuliers et très détaillés sur la Qal'a des Béni Hammad et la ville de Tébessa.

En abordant la Qal'a des Béni Hammad, l'auteur revient sur l'histoire des lieux, sur les différentes occupations, sur les résultats des fouilles archéologiques et propose une reconstitution des conditions de vie de l'époque en montrant la production artisanale, les différentes monnaies, le plan de la ville et les voies commerciales.

L'auteur relève cependant que ce site n'a toujours pas révélé tous ses secrets, un travail énorme reste à faire, malgré les fouilles entreprises, pour mieux appréhender l'histoire du

Maghreb central dans des villages comme Tobna, Baghaï ou encore Tehouda.

Titulaire d'un doctorat en histoire et archéologie, Abderrahmane Khelifa a effectué de nombreuses fouilles dans des sites comme Honaine, Tlemcen, Sidi Okba, ou encore la Qal'a des Béni Hammad. Il a également occupé de nombreuses fonctions dans les différentes structures du patrimoine au ministère de la Culture, en plus d'avoir enseigné à l'université. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur le patrimoine culturel algérien dont «Honaine : ancien port du royaume de Tlemcen», «Alger la bien gardée», «Alger, histoire et patrimoine» ou encore «Béjaïa, capitale des lumières».

L. B.

Institut Cervantès d'Alger Un cycle filmique proposé au public

UN CYCLE de cinéma «Espace féminin» a été ouvert le 27 mai et se poursuit jusqu'au 24 juin à Alger. Il est à l'initiative de l'Institut Cervantès.

Le cycle est marqué par la projection de cinq films espagnols contemporains, autour de la thématique de la femme ou réalisés par des femmes. L'événement s'étalera jusqu'au 24 juin, à raison d'une projection par semaine.

Le long métrage «El Viaje de Marta» (Le Voyage de Marta) de Neus Ballús était le premier à ouvrir le bal, jeudi 27 mai à 18h à la salle des Actes de l'Institut.

S'en suivront quatre autres films, chaque jeudi à 18h, même lieu. A noter que les projections seront en version originale sous-titrée en français (VOSTFR). Afin d'assister aux projections du cycle «Espace féminin», il est demandé de s'inscrire au préalable par email à secarg@cervantes.es

R. C.



Colombie

Le gouvernement négocie, l'ONU réclame une enquête indépendante

■ Le gouvernement colombien a négocié dimanche avec une partie des manifestants qui secouent le pays depuis plus d'un mois, mais sans mettre fin à une crise qui inquiète l'ONU, après avoir fait au moins 13 morts depuis vendredi et entraîné le déploiement de l'armée à Cali en Colombie.

Par Mourad M.

Le gouvernement du président Ivan Duque et des représentants des manifestants ont repris à Bogota leurs discussions après près d'une semaine de pause, mais sans parvenir à masquer leurs profondes différences.

Après une réunion de dix heures, ils se sont donné rendez-vous aujourd'hui, suscitant l'espoir d'un règlement de cette crise qui secoue le pays depuis le 28 avril.

Mais l'issue semble encore lointaine. Le comité de grève a en effet dénoncé dimanche le «silence complice» du gouvernement face à l'usage «démocratique» de la force de la part des forces de l'ordre. Le gouvernement a répondu de son côté que la seule chose qu'il attend pour s'asseoir et travailler à un accord c'est la «levée des barrages rou-

tiers».

«Ce matin, des milliers de Colombiens qui en représentent des millions ont envoyé un message clair : plus de violence, plus de barrages routiers, plus de destruction», a souligné, dimanche, le gouvernement dans un communiqué.

Selon les forces de l'ordre, quelque 87 barrages routiers ont été répertoriés dans tout le pays, dont beaucoup se trouvent dans les abords de Cali, troisième ville du pays et épicerie des manifestations, où l'armée a commencé à se déployer.

Dimanche, des manifestants vêtus de blanc sont descendus dans les rues de plusieurs villes du pays pour protester contre les fermetures de routes et les blocages. A Bogota, Medellin et dans d'autres régions, les manifestants portaient des banderoles appelant à la «paix» ou «plus de barrages routiers» et

scandaient des prières.

«Nous marchons pacifiquement aujourd'hui pour demander la fin de la grève et que nous reprenions le travail (...), toutes les fermetures de routes et les blocages affectent l'économie nationale et génèrent plus de pauvreté», a déclaré à l'AFP Bernardo Henao, un avocat et éleveur de bétail de 63 ans.

La Haute-Commissaire aux Droits de l'Homme de l'ONU, Michelle Bachelet, a réclamé de son côté dimanche une enquête indépendante après les violentes manifestations à Cali.

L'armée colombienne, obéissant à l'ordre du Président Ivan Duque, a déployé samedi un millier de soldats dans la troisième ville du pays, épicerie des manifestations antigouvernementales. Les rues de cette ville de 2,2 millions d'habitants ont été vendredi le théâtre d'affrontements entre des manifestants, des policiers et des civils armés qui ont fait au moins 13 morts.

Au moins huit personnes ont succombé à des tirs d'arme à feu, a indiqué la police.

Un enquêteur du parquet de Cali a tiré sur la foule, tuant deux civils, avant d'être lynché par les manifestants, selon le parquet.

Le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU a fait état pour sa part de 14 morts depuis vendredi, et 98 autres blessés, dont 54 par arme à feu.

«Il est essentiel que tous ceux



qui pourraient être impliqués (dans ces violences) ayant causé des blessures ou la mort, dont des responsables officiels, fassent l'objet d'enquêtes rapides, efficaces, indépendantes, impartiales et transparentes et que des comptes soient demandés aux responsables», a déclaré la Haute-Commissaire Michelle Bachelet dans un communiqué.

Ces violences interviennent un mois exactement après le soulèvement du 28 avril contre un projet de réforme fiscale, vite abandonné. Il avait été porté par le président de droite Ivan Duque, qui visait à augmenter la TVA et à élargir la base de l'impôt sur le revenu.

En un mois de soulèvement populaire, au moins 59 morts, dont deux policiers, ont été enregistrés dans le pays, selon un décompte officiel. Quelque 2 300 personnes ont été blessées et

123 sont portées disparues. Human Rights Watch évoque jusqu'à 63 morts.

Depuis un mois, le scénario est presque toujours le même : le jour, les manifestations sont pacifiques et créatives, la nuit la rébellion se transforme en émeutes où mortiers d'artifice et cocktails Molotov se mêlant aux tirs à balles réelles.

Pendant un demi-siècle, le conflit avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) a occulté une réalité devenue criante : selon la Banque mondiale, la Colombie se classe parmi les pays les plus inégalitaires en termes de revenus.

La pandémie a éteint la mobilisation en 2020 et a plongé les plus vulnérables dans l'indigence. La pauvreté s'est accélérée pour atteindre 42,5 % des 50 millions d'habitants.

M. M.



Commentaire

Rapatriement

Par Fouzia Mahmoudi

Présenté comme un homme politique pragmatique et sérieux au début des années 2000, Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre de la Turquie, était un interlocuteur apprécié par les chancelleries européennes. Pourtant déjà, nombreux étaient ceux qui, en Turquie, prévenaient sur le double discours de celui qui depuis est devenu le président tout puissant du pays d'Atatürk. Ainsi, les services de renseignement turcs n'hésitent pas aujourd'hui encore à arrêter à l'étranger et «rapatrier» un neveu du prédicateur Fethullah Gülen, bête noire du président Recep Tayyip Erdogan, qu'il accuse d'avoir ourdi un putsch contre lui en 2016, ont rapporté, hier, les médias turcs. Selon Anadolu, l'agence de presse étatique, Selahaddin Gülen a été ramené en Turquie par des agents de l'Organisation nationale du renseignement (MIT) après avoir été interpellé dans un pays dont le nom n'a pas été dévoilé. Anadolu, qui a publié une photo du suspect menotté et se tenant entre deux drapeaux turcs, n'a pas indiqué si cette opération a été menée en accord avec le pays où elle s'est déroulée. Selahaddin Gülen est accusé d'appartenir à l'«organisation terroriste Feto», le nom qu'Ankara utilise pour désigner le mouvement du prédicateur Fethullah Gülen. Ce dernier, qui réside aux États-Unis, affirme être à la tête d'un réseau pacifique d'ONG et d'entreprises et nie toute implication dans la tentative de coup d'État qui a visé Erdogan en juillet 2016. Mais le président turc, autrefois un allié de Fethullah Gülen qu'il a activement appuyé, le décrit aujourd'hui comme le chef d'une organisation «terroriste» ayant pour but d'infiltrer et renverser le gouvernement. Depuis le putsch manqué, la Turquie a «rapatrié» plusieurs dizaines de personnes accusées d'appartenir au mouvement de Fethullah Gülen, notamment depuis des pays des Balkans et d'Afrique. En 2018, l'enlèvement au Kosovo par des agents du MIT de six ressortissants turcs accusés de liens avec Fethullah Gülen avait provoqué une crise politique dans ce pays et conduit au limogeage du ministre de l'Intérieur et du chef du renseignement. La traque se poursuit également en Turquie même, où cinq ans après la tentative de coup d'État, les purges menées contre les partisans présumés de Fethullah Gülen, mais aussi les milieux prokurdes, continuent à un rythme soutenu. Depuis 2016, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées et plus de 140 000 limogées ou suspendues de leurs fonctions. Des mesures qui auraient sans aucun doute fait hurler les détracteurs européens et américains de Vladimir Poutine, mais qui ne trouvent rien à redire à cette chasse aux sorcières qui ne semble pas devoir prendre fin. Après tout, la Turquie, qui est le dernier rempart contre l'immigration massive venant du Moyen-Orient et de l'Europe, ne voudrait certainement pas voir Ankara ouvrir ses frontières, comme Erdogan a souvent menacé de le faire aux millions de migrants prêts à se déverser sur le vieux continent. F. M.

Nyiragongo

Goma épargnée par les pillages, mais les voleurs menacent

Dans l'urgence de l'éruption du volcan Nyiragongo le 22 mai et du chaos de l'évacuation de Goma à ses pieds cinq jours plus tard, la ville reste à ce jour relativement épargnée par les pillages, mais la menace guette.

«Ce soir-là, il y a eu des cas de vol», raconte Augustin Kambale, un résident du quartier de Buhene, où s'est immobilisé au petit matin du 23 la coulée de lave en fusion.

«Des bandits sont rentrés chez nous, ils ont cassé la porte et la fenêtre. Ils ont pillé la télévision, les tables, tout ! Ils se sont volatilisés dans la nature. On est revenus, on a découvert ça, juste quelques vêtements qui traînaient encore par terre», explique M. Kambale. «Pareil en face de chez nous, une boutique a été complètement pillée».

Même scénario dans le quartier de Mapendo, qui jouxte la frontière rwandaise. «Les cas isolés de vols n'ont pas manqué», observe George Rwagaza, président du Conseil de la jeunesse du quartier. «Mais nous

n'avons pas enregistré de gros dégâts», souligne-t-il. Et c'est là l'important. Les vols et cambriolages sont restés à un niveau limité, a-t-on constaté.

Lors de l'éruption de 2002, qui avait vu la lave couper la ville en deux pour aller se déverser dans le lac Kivu, les pillages furent nombreux, voire généralisés. De nombreuses victimes, parmi la centaine de morts officiels de l'éruption, furent d'ailleurs tués dans ces pillages.

Depuis l'évacuation surprise de Goma ordonnée le 27 mai par crainte d'une nouvelle éruption, la capitale du Nord-Kivu est vidée d'une grande partie de ses habitants, la cité en partie désertée. Là aussi, les incidents semblent se limiter à quelques cambriolages. Sollicités par l'AFP, des responsables policiers ont refusé de s'exprimer, mais affirment que les forces de l'ordre sont déployées pour assurer la sécurité.

Lors de son ordre d'évacuation, le gouverneur militaire, le général Constant Ndima, avait assuré que les zones évacuées

seraient «sécurisées» par l'armée et la police. «Les forces de l'ordre ont renforcé leurs patrouilles (...). Aujourd'hui il y a une certaine sécurité», assure le représentant du quartier Mapendo.

Cette présence reste cependant peu visible de jour comme de nuit, a-t-on constaté dans différents quartiers comme Buhene, Bujumbu, Murara... où en fait les habitants se sont organisés pour surveiller leurs biens, maisons, boutiques et autres propriétés privées.

«Des jeunes sont restés dans les maisons, les gens fuyaient mais ils ont laissé quelqu'un pour garder les parcelles, ce qui a fait qu'il y a eu bien moins de vols qu'en 2002», explique un chef de quartier.

«La criminalité est relativement importante en temps normale à Goma, et il y a eu des cas de pillage ces derniers jours», constate le responsable de l'une des nombreuses ONG sur place. «Mais les habitants se sont organisés pour laisser des jeunes derrière eux pour surveiller»,



MC Alger
**Bensaha, Rebiaï,
Addadi et Allati, suspendus
par la direction**

La direction du MC Alger a annoncé dimanche sa décision de suspendre, pour des raisons disciplinaires, les joueurs Billel Bensaha, Miloud Rebiaï, Toufik Addadi et Walid Allati, a indiqué le club pensionnaire de la Ligue 1 de football dans un communiqué.

«La direction a tenu une réunion d'urgence pour traiter le cas de ces joueurs, apparus dans le scandale des vidéos et des photos, diffusées sur les réseaux sociaux.

Le club a décidé de suspendre Bensaha, Rebiaï, Addadi, et Allati de l'équipe première, tout en leur infligeant des sanctions et

d'autres mesures qui seront dévoilées prochainement, avec l'ouverture d'une enquête approfondie sur les dessous de cette affaire», a indiqué le MCA sur sa page officielle Facebook.

Les quatre joueurs en question ont été écartés de la liste des joueurs convoqués pour la réception du RC Relizane, dimanche au stade du 5-Juillet (19h00), dans le cadre de la 24^e journée du championnat.

«Le club tient à préciser qu'il ne tolère pas tout ce qui touche au nom, à l'identité, aux valeurs et aux principes du Mouloudia d'Alger», conclut le communiqué.

Ligue 1 (24^e journée)
**L'ESS toujours leader,
la JSS le talonne**

■ L'ES Sétif, vainqueur dimanche à domicile face au NA Hussein-Dey (3-2), a conforté sa position en tête du classement du championnat de Ligue 1 de football, alors que la JS Saoura s'est emparée seule de la position de dauphin suite à son succès face au NC Magra (1-0), à l'occasion de la 24^e journée, disputée dimanche.

Par Mahfoud M.

Comme il fallait s'y attendre, l'Entente n'a pas raté l'occasion d'ajouter trois précieux points à son capital, grâce notamment à la 12^e réalisation de la saison de son goleador Mohamed-Amine Amoura. L'ESS a joué avec le feu durant les vingt dernières minutes de la partie, ce qui a permis au NAHD de réduire l'écart à deux reprises, sans pour autant parvenir à égaliser. Le Nasria, qui a enregistré l'arrivée du nouvel entraîneur Abdelkader laïche, aligne un 9^e match sans victoire en championnat, et reste sérieusement menacé par le spectre de la relégation. Au stade du 20-Août-1955 de Béchar, la JS Saoura, sans les services du meilleur buteur du championnat Billel Messaoudi, blessé, a sué pour venir à bout du NC Magra (1-0). Hamidi a libéré les siens en marquant l'unique but de la partie à la 88^e minute. Une victoire qui permet à la JSS de s'emparer seule de la deuxième place, qu'elle partageait avec le MC Oran, tenu en échec à la maison dans le derby de l'Ouest face à l'USM Bel-Abbès (1-1). Le MCO qui détient la série la plus longue d'invincibilité, avec 14 matchs sans défaite, toutes compétitions confondues, s'est heurté à la maison à une accrocheuse équipe de l'USM Bel-Abbès (1-1).

Après avoir été mené au score, le MCO a remis les pendules à l'heure en fin de match (82') grâce à Hicham Nekkache, qui a évité à son équipe une défaite qui aurait pu mettre fin à la belle série des «Hamraoua». Avec cette contre-performance, le club oranais a raté une belle occasion de rester au contact du leader sétifien.

Le MCA stagne, le CABBA ressuscite

De son côté, le CR Belouizdad s'en est remis encore une fois à son buteur providentiel Amir Sayoud, lors de la victoire décrochée à domicile face à l'Olympique Médéa (2-0). Le natif



Les Sétifiens ne lâcheront pas

de Guelma a ouvert le score à la 21^e minute, signant du coup son 10^e but de la saison. Le maître à jouer du Chabab a raté un penalty quelques minutes auparavant. Le CRB s'est mis à l'abri en seconde période, en corsant addition par l'entremise de sa nouvelle recrue hivernale Khalfallah (ex-O. Médéa). Un succès qui vient effacer la contre-performance concédée dans le derby face au voisin le NAHD (2-2). Rien ne va plus au MC Alger, qui en l'absence du quatuor Bensaha, Rebiaï, Addadi, et Allati, suspendus par la direction pour des raisons disciplinaires, a enchaîné un cinquième match sans victoire, toutes compétitions confondues. Ayant réussi à mener au score à la mi-temps (2-0) face au RC Relizane au stade du 5-Juillet, le Mouloudia s'est fait rattraper par Relizane en seconde période grâce à deux réalisations des expérimentés Mohamed Seguer et Sabri Gharbi. Un mauvais résultat qui fait scotcher le «Doyen» à la 9^e place au classement, alors que le RCR réalise une belle opération, même s'il reste sur une mauvaise série de 7 matchs sans victoire en championnat. Toujours à Alger, l'USMA a été accrochée dans son antre d'Omar-Hamadi par le CS Constantine (0-0). Le club algé-

rois échoue à se racheter après sa défaite essuyée lors de la précédente journée à Médéa (1-0). En revanche, tout va bien pour le CSC de l'entraîneur Miloud Hamdi, qui enchaîne un 3^e match sans défaite. Surfant sur sa qualification pour les demi-finales de la Coupe de la Confédération, la JS Kabylie est allée décrocher un point précieux à l'Est chez l'AS Aïn M'ilia (1-1). Mohamed Amina Hamia a marqué le but le plus rapide, jusque-là, depuis le début de la saison, en donnant l'avantage à l'ASAM dès la 40^e seconde, avant que le Libyen Abdussalam Al-Tubal n'égalise en seconde période (62') pour les «Canaris». A l'Ouest, l'ASO Chlef a renoué avec la victoire, en disposant au stade Mohamed-Boumezrag de l'un des relégables, la JSM Skikda (1-0). La formation de Skikda, qui n'arrive pas à tenir le rythme de la Ligue 1, n'a pas réussi à confirmer son succès décroché lors de la précédente journée face à Aïn M'ilia (2-0), et reste menacé par la relégation. En bas du tableau, la lanterne rouge le CABBA Arréridj, a confirmé son réveil en venant à bout à domicile du Paradou AC (3-2). Les gars de Bordj qui commencent à croire en leur maintien, enchaînent un cinquième match sans défaite. En revanche, le PAC retombe dans ses travers et concède son premier revers après une série de deux victoires et un match nul. Enfin, l'US Biskra a quitté la zone de turbulence grâce à son succès à la maison face au premier relégable le WA Tlemcen (2-0). Tout s'est joué lors des 16 premières minutes de la partie, avec des réalisations de Billel Boukaroum (9', s.p) et Youcef Chibane (16'). De son côté, le WAT concède sa quatrième défaite de suite.

M. M.

Championnats d'Afrique d'haltérophilie 2021

**Walid Bidani (+ 109 kg)
officiellement qualifié aux JO**

L'haltérophile algérien Walid Bidani, sacré champion d'Afrique au Kenya, grâce notamment à ses trois médailles d'or chez les plus de 109 kilos, a définitivement assuré sa qualification aux Jeux Olympiques de Tokyo, selon la Fédération algérienne de la discipline. «Grâce à ce sacre continental, Walid Bidani a porté son capital-points à 3768 unités.

Une performance qui le qualifie officiellement pour les Olympiades de Tokyo», a indiqué l'instance fédérale dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel. La sélection

nationale a glané un total de 39 médailles dans ces Championnats d'Afrique 2021, abrités par la capitale Nairobi, à savoir : 10 or, 18 argent, 11 bronze.

Outre ces trois médailles d'or, Bidani s'était distingué dans la compétition en battant le record continental de l'arraché, en soulevant une barre à 201 kilos. Au total, 15 haltérophiles (10 messieurs et 5 dames) ont représenté l'Algérie aux rendez-vous de Nairobi, initialement prévu en 2020, et décalé à 2021 en raison de la pandémie de Covid-19.

Judo

**Khier Abdelkader attend
une prothèse**

Khier Abdelkader est un judoka de Ksar Chelala dans la wilaya de Tiaret dont le handicap ne le pas empêché de continuer son rêve et de s'adonner à sa passion préférée, à savoir le judo. Khier a débuté ce sport de combat en 1995 et a grimpé les échelons avant de décrocher la ceinture noire en 2004. Malheureusement, l'enfant de Ksar Chelala subira un coup du sort avec un accident qui a changé le cours de sa vie en 2005 à Oran. Transféré à l'hôpital, le judoka a été amputé de sa jambe après une erreur médicale et est devenu invalide à 100 %. Malgré cela, Khier a

continué à s'entraîner dans sa modeste salle à Ksar Chelala et a réussi à former d'ambitieux athlètes qui aspirent maintenant à décrocher des titres nationaux et internationaux. Pourtant, même s'il est comblé par la réussite de ces disciples, il souhaite une aide pour obtenir une prothèse, sachant que c'est très coûteux. On apprend, à ce sujet, que des judokas établis en France sont prêts à l'accueillir pour le prendre en charge afin d'obtenir une prothèse, et appellent seulement les autorités compétentes à lui délivrer une autorisation de sortie du territoire national. M. M.

Résultats et classement :

| | | Pts | J | | | |
|------------|-----|-----|----|-----|----------------|----|
| CRB- OM | 2-0 | 50 | 24 | 14. | NC Magra | 23 |
| ESS- NAHD | 3-2 | 46 | 24 | 15. | RC Relizane | 23 |
| CABBA- PAC | 3-2 | 44 | 24 | 16. | NA Hussein-Dey | 21 |
| USMA- CSC | 0-0 | 40 | 22 | 17. | WA Tlemcen | 21 |
| MCO- USMBA | 1-1 | 39 | 23 | 18. | USM Bel-Abbès | 18 |
| ASO- JSMS | 1-0 | 39 | 24 | 19. | JSM Skikda | 17 |
| USB- WAT | 2-0 | 36 | 23 | 20. | CABB Arréridj | 14 |
| JSS- NCM | 1-0 | 36 | 24 | | | |
| ASAM-JSK | 1-1 | 35 | 22 | | | |
| MCA- RCR | 2-2 | 35 | 24 | | | |
| | | 34 | 23 | | | |
| | | 27 | 24 | | | |

NB : ce classement prend en considération la défalcation de trois points infligée au RC Relizane pour avoir aligné un joueur suspendu face à l'ES Sétif.

Transport maritime

Djerad inaugure le navire «Djanet» de transport de marchandises

LE PREMIER ministre, Abdelaziz Djerad, a inauguré, hier à Alger, le nouveau navire «Djanet» destiné au transport de marchandises, d'une capacité de 1 478 conteneurs, en faveur du Groupe algérien de transport maritime (Gatma). Intervenant à la cérémonie d'inauguration, le Premier ministre a souligné que «l'Algérie doit reprendre la place qui lui sied et son rôle dans le bassin de la Méditerranée et dans l'économie régionale et mondiale», à travers ce genre d'opérations à même de réduire la facture de prestation de services auprès des opérateurs étrangers en matière de transport maritime. M. Djerad a qualifié de «point noir» les coûts et dépenses des services de transport maritime assurés par les opérateurs étrangers, préconisant de recourir davantage à l'utilisation des moyens nationaux dans ce domaine. Cette orientation s'inscrit dans le cadre du «projet du gouvernement visant l'acquisition de navires de ce type», a-t-il ajouté. Les responsables du secteur estiment que les entreprises nationales sont en mesure d'atteindre un taux de couverture de 23 voire 30 % dans le transport maritime national des marchandises, a-t-il précisé, soulignant l'importance d'atteindre un taux de couverture de 50 % à travers l'utilisation des navires algériens, et partant, atteindre l'auto-

nomie nationale grâce aux cadres locaux formés dans le domaine maritime, y compris dans la maintenance. M. Djerad a évoqué les enjeux futurs en matière de navigation maritime nationale et les opportunités d'intensification des échanges commerciaux avec le partenaire libyen, notamment après sa rencontre, dimanche dernier, avec le Chef du gouvernement libyen d'union nationale, Abdelhamid Dbeibah, durant laquelle il a été décidé d'ouvrir une ligne maritime Libye-Algérie. Dans ce cadre, il a relevé l'importance de ces navires dans les relations commerciales entre l'Algérie et les pays maghrébins et africains en général, rappelant l'histoire «glorieuse» de l'Algérie dans le domaine maritime. Classé «navire vert», le navire «Djanet» qui doit assurer le trafic de marchandises au niveau du bassin de la Méditerranée, est doté de moyens et d'équipements sophistiqués conçus pour être respectueux de l'environnement, selon les explications de son équipage. L'Algérie réceptionnera au cours de cette semaine un navire similaire de transport de marchandises baptisé «Cirta» et un autre pour le transport des voyageurs au profit de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (Entmv), baptisé «Badji Mokhtar 3», juillet prochain.

Hani Y.

Mostaganem-Mohammadia

Relance dès la semaine prochaine de la ligne ferroviaire

LA LIGNE ferroviaire de transport de voyageurs Mostaganem-Mohammadia (wilaya de Mascara) sera rouverte dès la semaine prochaine, a-t-on appris, hier, du directeur des transports de la wilaya de Mostaganem, Mustapha Kada Belfar. La relance de cette ligne, à l'arrêt depuis octobre 2019, intervient après l'achèvement, le mois dernier, des travaux d'entretien de la ligne de chemin de fer portant sur sa rénovation et son renforcement, a indiqué à l'APS M. Kada Belfar. Les premières opérations expérimentales mécaniques du train ont été lancées dimanche sur cette ligne longue de 44 kilomètres, a précisé le directeur des trans-

ports de la wilaya de Mostaganem, avant d'annoncer que la reprise des voyages sur cette ligne, à raison de trois navettes par jour, aura lieu la semaine prochaine qui coïncide avec la saison estivale marquée par le grand flux d'estivants sur la wilaya de Mostaganem. En parallèle et dans le cadre du programme spécial saison estivale, la Société nationale de transport ferroviaire (Sntf) a décidé de mettre en place une nouvelle ligne reliant Mohammadia (wilaya de Mascara) à Mers El-Hadjadj (wilaya d'Oran) passant par Aïn Nouissy (wilaya de Mostaganem), à raison de deux voyages par jour, a ajouté M. Kada Belfar.

L. O.

Média

Chabane Lounakel, nouveau DG de l'EPTV

LE NOUVEAU Directeur général (DG) de l'Etablissement public de télévision (EPTV), Chabane Lounakel a été installé, hier, dans ses fonctions. La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège de l'EPTV sous la présidence du ministre de la Communication,

Porte-parole du Gouvernement, Amar Belhimer. L'intérim de la Direction générale de l'EPTV était assuré par Fethi Saïdi depuis qu'il a été mis fin aux fonctions de l'ex-DG de l'Etablissement public de télévision, Ahmed Bensebane, le 2 mai dernier.

R. N.

Air Algérie va reprendre ses vols Après plus d'une année d'arrêt



Djalou@hotmail.com

Fédération algérienne de football

Ghouti démissionne du Bureau fédéral

■ Mohamed Ghouti a démissionné du Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF), privilégiant le choix de rester à la tête de la Ligue de wilaya d'Oum El-Bouaghi, pour se conformer au règlement du «non-cumul entre la responsabilité exécutive et élective», a annoncé la FAF, hier, sur son site officiel.

Par Racim S.

«A l'entame des travaux du Bureau Fédéral d'hier 31 mai 2021, le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Amara Charaf-Eddine, a rappelé aux membres présents la nécessité de se conformer au décret exécutif n° 21-60 du 8 février 2021, modifiant et complétant le décret exécutif n° 15-340 du 28 décembre 2015 relatif au non-cumul entre la responsabilité exécutive et élective et la responsa-

bilité administrative au sein des structures d'organisation et animation sportives», a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué. Le patron de la de la FAF, Charaf-Eddine Amara, a procédé le 30 avril dernier à la répartition des tâches et missions entre les différents membres du bureau fédéral. Mohamed Ghouti occupait le poste de président de la Commission de la Coupe d'Algérie. Plusieurs membres du BF, à l'instar des deux vice-présidents, Amar Bahloul et Yacine Benhamza, étaient en même

temps à la tête respectivement de la Ligue d'Annaba et de Saïda, ce qui allait à l'encontre du décret exécutif n° 21-60 du 8 février 2021. A l'exception de Mohamed Ghouti, les autres membres concernés ont préféré ainsi démissionner de leur poste de présidents de ligue. «Après examen de cette situation, le Bureau Fédéral est considéré conforme à ce texte à travers le choix des membres concernés. Seul Mohamed Ghouti a décidé de se retirer du BF», conclut le communiqué.

R. S.

Tichy/ Béjaïa

Un deuxième noyé à la plage de Baccaro

UN JEUNE de 23 ans, natif de Aïn-Oussara, wilaya de Djelfa, est mort hier matin vers 10 h par noyade à la plage de Baccaro, commune de Tichy. Le corps de la victime a été repêché par des particuliers, avant que les agents de la Protection civile n'interviennent pour prendre le relais et évacuer la victime vers le centre

de santé de la région. Le constat du décès a été effectué au niveau de la polyclinique de Tichy. Il faut noter que c'est la deuxième victime morte par noyade au niveau des plages de la commune de Tichy avant l'entame de la saison estivale. La semaine passée, un jeune de 18 ans, originaire de la wilaya de

Biskra, est mort par noyade à la plage de Tichy-Centre. «La noyade a eu lieu à 7h55», avait précisé la Protection civile. Le corps de la victime n'avait pas été retrouvé pendant plusieurs jours, avant qu'il ne soit rejeté par les flots et repêché par des plongeurs.

Hocine C.

Blida/Beni Merad

Décès de trois ouvriers dans la station d'épuration des eaux usées

TROIS ouvriers ont trouvé la mort, hier, dans la station d'épuration des eaux usées à Beni Merad (Blida), alors qu'ils effectuaient les travaux de maintenance à l'intérieur d'une canalisation des eaux usées, et deux autres sont en soins intensifs, a-t-on appris auprès du directeur local de la Protection civile, le colonel Mezrag Bach. Les services de la

Protection civile sont intervenus dans la matinée pour secourir cinq ouvriers qui effectuaient des travaux de maintenance au niveau d'une canalisation des eaux usées d'une profondeur de 6 m et à forte concentration de gaz toxiques, a précisé à l'APS le même responsable. En dépit des tentatives des agents de la Protection civile de les réanimer,

trois d'entre eux ont succombé après leur transfert à l'hôpital universitaire Frantz-Fanon. Les deux autres victimes sont actuellement en soins intensifs et en observation. Le même responsable a en outre précisé qu'il n'a pas encore été établi si les trois ouvriers sont morts par inhalation de gaz toxiques ou noyés dans les eaux usées.

O. N.